

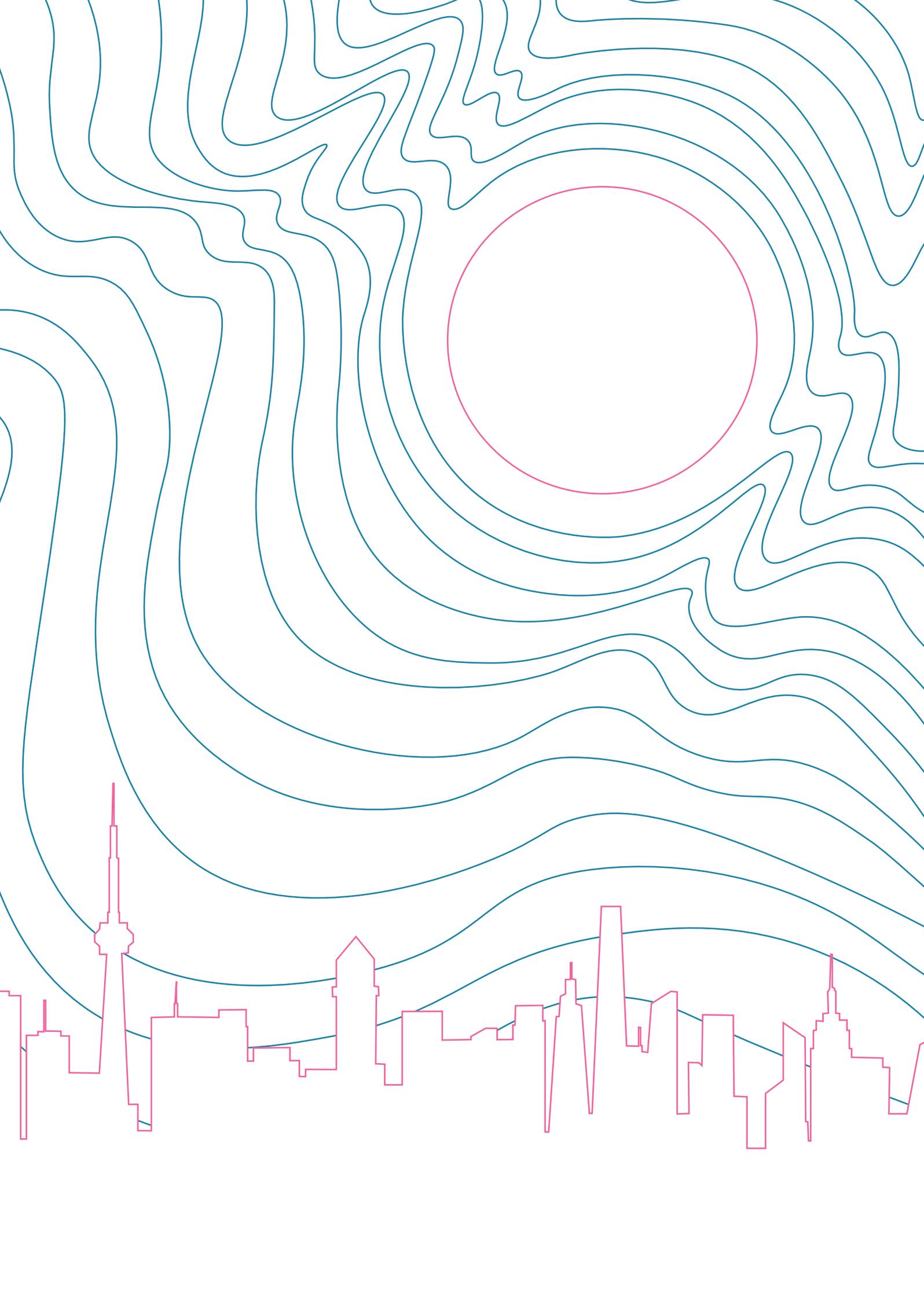


5ÈME COLLOQUE DU RESUP

FIN D'UN MONDE, NOUVEAU MONDE ?

PENSER LES CHANGEMENTS DES SYSTÈMES
D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE RECHERCHE

18-20 OCT. 2023 GRENOBLE



Introduction

Tour à tour jugé irréformable, poussiéreux, déconnecté des réalités communes, ou au contraire considéré comme aux avant-postes des mutations contemporaines des mondes du travail et du rôle régulateur de l'État quand il n'est pas jugé comme trop perméable à certains courants idéologiques, le monde de l'enseignement et de la recherche académique contemporain est l'objet de nombreux débats passionnés. Ces débats s'invitent régulièrement dans la sphère publique mais sont aussi très vifs au sein des institutions de recherche et d'enseignement supérieur, entre personnels de ces institutions, entre enseignantes et étudiantes et au sein des populations étudiantes. Si l'on s'en tient à la grande majorité des discours publics, l'université et la recherche académique apparaissent à la fois comme des espaces tenus à part des réalités économiques et politiques contemporaines ou, au contraire, comme des lieux d'expérimentation, où se dessine le monde de demain – pour le meilleur et pour le pire.

La prégnance de ces deux stéréotypes constitue un véritable frein à l'analyse des dynamiques actuelles de l'ESR, et à l'appréhension de sa diversité, en termes d'institutions, d'attentes, de vécus, de publics... pour le grand public, le personnel politique mais également nombre de praticien-nes. Les travaux empiriques et analytiques – qu'ils prennent la forme d'articles, de livres, de thèses, de mémoires, de rapports ou de notes d'information – ne manquent pourtant pas. On peut aussi voir dans cette situation apparemment paradoxale un effet des désaccords entre les acteurs de l'ESR, dont certains peuvent promouvoir les réformes successives alors que d'autres s'y opposent.

Partant de ce constat d'une déconnexion entre, d'une part, les débats politiques ou professionnels sur l'état de l'université et de la recherche et, d'autre part, de nombreux travaux récents ou en cours, ce 5e colloque du RESUP vise à mettre en valeur et en dialogue les recherches empiriques, pour informer et interroger les métamorphoses à l'œuvre et leurs temporalités, entre changements et permanences, ruptures et continuités. Le colloque s'adresse à l'ensemble des disciplines des sciences sociales (sociologie, histoire, géographie, science politique, sciences de l'éducation, économie...) prenant l'enseignement supérieur et la recherche pour objet. Il a également vocation à réunir des contributions portant sur des aires géographiques et des périodes temporelles variées.

À l'heure où la multiplication des étiquettes, des statuts, des modes de financement et l'accumulation des réformes rendent de moins en moins lisible le fonctionnement des institutions universitaires aux yeux des citoyen-nes comme de nombre de praticien-nes, nous voudrions également proposer un espace pour reconstituer un panorama large mais synthétique du monde universitaire actuel en explorant conjointement trois axes – et esquisser à partir de là des perspectives pour le futur de nos institutions.

18
octobre

Mercredi après-midi

13h30

Accueil café et inscription (hall du bâtiment MSH-Alpes)

13h50

Ouverture du colloque - Camille Vergnaud (UGA) et Pierre Bataille (UGA)

14h - 15h30

Conférence plénière (amphi du bâtiment MSH-Alpes)

Réformes et transformations de l'université dans la France contemporaine
Emmanuelle PICARD (ENS Lyon)

Emmanuelle Picard, professeur d'histoire contemporaine à l'ENS de Lyon, est spécialiste de l'histoire de l'ESR en France, et en particulier de celle de la profession universitaire. Elle a soutenu une HDR sous le titre « La profession introuvable ? Les universitaires français de l'Université impériale aux universités contemporaines ». Présidente du RESUP depuis 2020, elle est membre de la Commission internationale d'histoire des universités et du réseau européen Heloise (European Network on Digital Academic History). Elle appartient au Comité de pilotage du Laboratoire de l'Education et est membre de l'UMR Triangle.

L'université est l'une des institutions les plus anciennes de nos sociétés occidentales. Elle a survécu à des transformations majeures, politiques, sociales, intellectuelles, continuant à assumer une fonction sociale dont les contours ont évolué à mesure que se réorganisaient les sociétés. Si son adaptabilité apparaît remarquable dans la longue durée, elle doit faire face depuis un siècle à une accélération des transformations dans un contexte de démocratisation croissante de l'accès à la formation, de développement de l'activité scientifique, et plus récemment d'intensification de l'internationalisation. Partout, la question des réformes et des modalités d'évolution de l'enseignement supérieur dans la nouvelle « société des connaissances » se pose de façon aigüe.

Dans ce tableau d'ensemble, le cas français se caractérise par un profil particulier. Héritière d'un projet politique original qui fonde un système d'enseignement public, monopolistique et centralisé au lendemain de la révolution, l'université française contemporaine en conserve un mode d'organisation qui entre en conflit avec les logiques réformatrices de ces dernières décennies.

La compréhension des tensions contemporaines nécessite alors un éclairage qui prenne en compte les épisodes réformateurs antérieurs, leurs conditions de possibilité, leurs agents, leurs contraintes, et les reconsidère à la lumière du contexte particulier de ce début de 3^e millénaire. Dans cette perspective, cette présentation se propose de revenir sur trois moments principaux de cette histoire de la transformation des universités françaises : les débuts de la III^e République, les années 1960 et la séquence contemporaine commencée dans les années 1990.

15h30 - 16h

Pause-café (hall du bâtiment MSH-Alpes)

18
octobre

Mercredi après-midi

16h - 18h

Sessions parallèles 1 & 2

Session 1 - Stratégies d'établissements et nouvelles missions dans un contexte compétitif : quels effets, quelles réceptions ?

Corentin MARIETTE (Univ. Paris Est Créteil)

La formation continue à l'université. Stratégie « discrète » et impossible changement institutionnel ?

Léa SYS (Univ. de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines UVSQ)

Faire grande école à l'Université ? Le cas du magistère « finance » d'une faculté parisienne

**Emilie HECQUET (IFSI Croix-Rouge Compétence Auvergne-Rhône-Alpes),
Thierry BOUCHETAL (Univ. Lyon 2), Nicolas PINSAULT (UGA)**

Rencontre de deux mondes... Processus d'universitarisation des formations paramédicales : état des lieux des IFSI

Session 2 - Saisir les transformations de l'ESR par ses productions matérielles

**Frédérique SITRI (Univ. Paris Est Créteil), Hugo DUMOULIN (Univ. Paris Nanterre),
Virginie LETHIER (Univ. de Franche Comté), Grigoriy MANUCHARIAN (Univ. Paris Nanterre),
Emilie NEE (Univ. Paris Est Créteil)**

Les transformations de l'ESR au prisme de l'analyse discursive des comptes rendus de conseils et des rapports scientifiques

Pauline COLLET (Univ. Toulouse Jean Jaurès)

Les changements dans l'enseignement supérieur et la recherche à l'aune de l'évolution du patrimoine de deux établissements toulousains

Annabelle ALLOUCH (Univ. de Picardie Jules Verne)

Pour une histoire matérielle de la massification universitaire. Une socio-histoire de la Maison des examens et des concours d'Arcueil



19
octobre

Jeudi matin

8h30

Accueil café (hall du bâtiment MSH-Alpes)

9h - 11h

Sessions parallèles 3 & 4 & 5

Session 3 - Transformations des organisations universitaires : liens entre établissements et politiques étatiques

Stéphanie MIGNOT GERARD (Univ. Paris Est Créteil), Christine MUSSELIN (CNRS et Sciences Po) et Aline WALTZING (Sciences Po, Adoc Métis)

La crise Covid a-t-elle modifié la représentation des universités par l'État ? Enseignements de la gestion intergouvernementale de l'ESR durant la pandémie de Covid-19 (mars 2020-février 2021)

Etienne BORDES (Univ. Toulouse Jean Jaurès)

Les présidents sont-ils le moteur de l'histoire ? La Conférence des présidents d'université et la genèse de la loi LRU 2001-2007

Juan Felipe DUQUE (Sciences Po Grenoble)

Usages stratégiques du lien entre l'assurance qualité et le financement dans l'enseignement supérieur chilien et colombien

Session 4 - Effets des réformes et injonctions sur la profession académique

Vincent CARPENTIER (Univ.College London) et Emmanuelle PICARD (ENS Lyon)

Profession académique et systèmes d'enseignement supérieurs en France et au Royaume-Uni : perspectives historiques et prospective

Claire BONNARD et Amélie DUGUET (Univ. de Bourgogne)

Entre réformes de l'enseignement supérieur et conditions d'exercice du métier, une analyse exploratoire des représentations des enseignants-chercheurs

Victoria BRUN (Ecole des Mines de Paris - Univ. PSL)

« Rendre à la société » : comment les personnels de recherche s'approprient l'incitation institutionnelle à valoriser leurs recherches

Session 5 - Faire face à l'Anthropocène : évolutions des missions et des pratiques de recherche et d'enseignement ?

Margot BUZARÉ (Univ. de Bordeaux)

De nouvelles pratiques de partenariat et de collaboration dans la recherche agronomique face à l'Anthropocène ? Enquête au sein d'une équipe de généticien·nes

Caroline LEININGER-FREZAL (Univ. Paris Cité), Aurore LECOMTE (Univ. Paris Est Créteil) et Cédric NAUDET (Univ. Paris Cité)

V-Global : interroger le développement de l'Education au développement durable à l'université et promouvoir des pratiques d'enseignement innovantes

Antoine HARDY (Science Po Bordeaux)

Changer le monde ou changer son « bac à sable » ? Une tentative de mise à l'agenda de l'environnement dans la recherche publique

19
octobre

Jeudi matin

11h - 11h30

Pause-café

11h30 - 13h

Conférence plénière (amphi du bâtiment MSH-Alpes)

Ana Paula HEY (Univ. de São Paulo)

L'enseignement supérieur au Brésil : vingt ans de changements et d'arrangements

Ana Paula Hey est professeure de sociologie de l'université de São Paulo (USP). Titulaire d'un doctorat en sociologie du King's College de Londres, professeure invitée à l'EHESS, à Paris et à l'Université Middlesex, à Londres et chercheuse invitée au Centre de recherche sur le Brésil contemporain et au Centre européen de sociologie et de science politique (EHESS). Directrice de recherche à l'USP liée au Groupe de recherche en sociologie de l'éducation, de la culture et de la connaissance (GPSECC) et au Centre de sociologie de la culture. Elle a publié plusieurs articles et chapitres de livres en portugais, français, espagnol et anglais. Ses enseignements et recherches croisent les thématiques de la culture, l'éducation, les élites et l'État.

Au cours des vingt dernières années, le Brésil a connu un processus de changement considérable dans son système d'enseignement supérieur, dont les effectifs sont passés de 2,7 millions en 2000 à 8,6 millions en 2020. Dans le même temps, on a pu observer la création de différents types d'institutions et de nouveaux formats d'offres de cours et de filières.

Grâce aux données disponibles sur la morphologie du système, il est possible d'analyser la fonction spécifique de reproduction sociale qu'a engendrée l'expansion des places, accompagnée d'une diversification institutionnelle (universités, centres universitaires, collèges isolés, instituts technologiques) ; la segmentation du recrutement social suivie par le changement de la hiérarchie opposant les institutions publiques (financées par l'État) et privées (avec ou sans financement public) ; le développement du marché transnational et son implication dans la manière dont le système s'est structuré ces dernières années ; le changement du modèle de concurrence nationale et au sein de l'Amérique Latine, impulsé par cette transnationalisation.

D'un point de vue politique, s'est développée dans la même période la doxa de la réforme permanente pour ajuster les valeurs externes (politiques générées dans les organismes internationaux, centralisation des institutions de projection globale) aux changements requis dans la configuration interne, dans une division entre les centres nationaux et les périphéries au niveau régional.

Les conséquences de ces changements importants se font aujourd'hui largement ressentir à l'échelle du Brésil. Si, jusque dans les années 2000, les universités publiques d'excellence avaient la prérogative de former les groupes sociaux les plus privilégiés, aujourd'hui elles rivalisent à travers un classement international qui exclut ou diminue le pouvoir de l'arrangement national. De même, on verra qu'au niveau national, la hiérarchie entre les institutions d'excellence situées dans les plus grands centres urbains et les institutions régionales est sortie renforcée de cet ensemble de métamorphoses.

19
octobre

Jeudi après-midi

13h - 14h30

Buffet déjeuner (hall du bâtiment MSH-Alpes)

14h30 - 16h30

Sessions parallèles 6 & 7 & 8

Session 6 - Transformations des organisations universitaires : jeux d'acteurs en interne

Laurène LE COZANET (EHESS)

Professionnaliser les étudiantes ou les universités ? Les ressorts d'une conversion institutionnelle

Cédric LE COCQ (Univ. Paris Nanterre)

Gouverner une université après 1968, le cas de l'université de Nanterre 1971-1988

Corine EYRAUD (Univ. Aix-Marseille)

Effets internes du financement par appels à projets : vampirisation et re-féodalisation des rapports sociaux ?

Session 7 - Parcours professionnels dans l'université au prisme des inégalités

Louis-Alexandre ERB (Univ. Paris Est Créteil)

L'orientation universitaire explique l'essentiel des inégalités de genre sur le marché du travail

Pierre BATAILLE, Ange MARIAGE et Pierre MERCKLÉ (UGA)

Les déterminants de la précarité financière en doctorat

Anna UBOLDI (Univ. de Turin)

Between merit and opportunity. A research on women's paths towards the position of full professor

Session 8 - Internationalisation des carrières et des études supérieures

Myriam GUELLEC SEFRAOUI (Univ. Panthéon-Assas)

Les métamorphoses du paysage universitaire sous l'impulsion de son internationalisation, l'exemple de l'enseignement du droit au Maroc

Philippe VITALE, Magali BALLATORE, Benoit LBOUC (Univ. Aix-Marseille)

Chambards dans l'enseignement supérieur : les ressorts néolibéraux de la mobilité et de l'inclusion

Marie SAUTIER (Univ. de Lausanne)

La fabrique ambivalente de l'internationalisation des carrières dans les espaces de recrutement académiques. Le cas de la Suisse

19
octobre

Jeudi après-midi

16h30

Pause café (hall du bâtiment de la MSH-Alpes)

17h - 18h30

Atelier participatif « Utopies concrètes pour l'ESR »

Dans le cadre des réflexions sur « les changements des systèmes d'ESR », nous proposons un atelier participatif ouvert aux personnes présentes au colloque et plus largement aux personnes intéressées par les transformations de l'ESR.

Cet atelier vise à relier nos expériences vécues à l'université, les analyses théoriques, et une mise en pratique contextualisée dans nos quotidiens et institutions.

L'objectif est de prendre le temps d'imaginer nos « universités rêvées » :

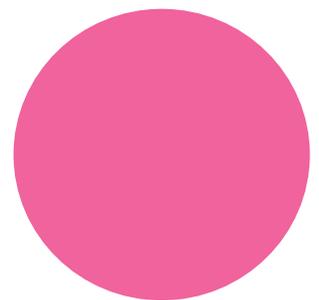
- expliciter et partager ce qui donne sens à notre métier
- croiser et discuter nos visions de l'ESR désiré
- identifier des leviers de mise en œuvre concrète à différentes échelles (temporelles, géographiques, institutionnelles)

Pour cela, nous ferons un détour par la dystopie et l'utopie, sous la forme d'un atelier collectif et participatif.

Pour faciliter l'organisation, l'inscription est souhaitée mais non obligatoire ici (lien ?).

20h

Dîner de gala



20
octobre

Vendredi matin

9h - 9h30

Accueil café (salle Magellan, Centre des Langues)

9h30 - 12h

Sessions parallèles 9 & 10

Session 9 - Dimensions spatiales des inégalités scolaires : publics étudiants et accès à l'enseignement supérieur

Julie TREMOUREUX (Univ. du Mans)

Université de proximité : université de classes moyennes ou université moyenne pour le territoire ?

Victor CHAREYRON (ENS Paris Saclay)

Des centres aux périphéries du système universitaire : représenter et mesurer la sélection sociale à l'entrée en Licence et en Master universitaires

Alice PAVIE (Sciences Po, CNRS), Mathieu ROSSIGNOL-BRUNET (Univ. Toulouse Jean Jaurès), Marco OBERTI (Sciences Po, CNRS)

Des « jeunes de banlieues » aux « jeunes des territoires » : changement et permanence de la réception des politiques d'ouverture sociale des grandes écoles

Mathieu ROSSIGNOL-BRUNET (Univ. Toulouse Jean Jaurès), Leïla FROUILLOU (Univ. Paris Nanterre)

D'Admission Post-Bac à Parcoursup : une accélération de la stratification scolaire dans les formations franciliennes en droit

Session 10 - Transformations pédagogiques : dispositifs, pratiques et représentations

Jamila AL KHATIB, Sacha BENSACHEL-MERCIER, Maher GHARBI, Wafae KHADDOUR (Univ. Gustave Eiffel)

Comment les responsables de formation contribuent-ils à la réussite des étudiants ?

Ambre GUICHARD-MENARD (Univ. de Bordeaux)

Mettre en route la pédagogie du contrat à l'université

Maud AIGLE (Univ. de Bordeaux)

Mettre en doute l'action publique : les défis d'une observation participante auprès d'entrepreneurs ordinaires de l'innovation pédagogique à l'université

Christiana CHARALAMPOPOULOU, Gabriela VALENTE, Fatiha TALI (Univ. Toulouse Jean Jaurès)

Le(s) changement(s) dans l'ESR et la place du numérique dans les pratiques enseignantes post-pandémie

12h - 13h30

Buffet déjeuner (salle Magellan, Centre des Langues)

20
octobre

Vendredi après-midi

13h30 - 16h

Sessions parallèles 11 & 12

Session 11 - Sélection et orientation : mise en œuvre, appropriation, et contestation de Parcoursup et de la loi ORE

Mélanie SARGEAC (ENS/EHESS)

La sélection postbac en recomposition : gestion des effectifs et pratiques de sélection dans les licences dites « non sélectives » depuis la loi ORE

Sonia LEFEUVRE, Gabriela VALENTE (Univ. Lyon 2)

De la démocratisation à la méritocratie à l'université, l'influence de la loi ORE sur les pratiques pédagogiques et les représentations dans l'enseignement supérieur

Robin DE SOUSA (Aix Marseille Univ.)

L'opérationnalisation du parcours « Oui Si » : étude comparative par l'analyse du discours du corps enseignant entre la faculté de droit et sciences politiques et la faculté des Sciences d'Aix Marseille Université

Annabelle ALLOUCH (Univ. de Picardie Jules Verne), Stéphanie ARCHAT (Science Po Bordeaux), Delphine ESPAGNO-ABADIE (Science Po Toulouse)

Les avocats de Parcoursup. Sociologie des professionnels de la justice face à la question de l'accès dans l'enseignement supérieur

Session 12 - Doctorat en évolution : Former et produire des chercheur.es

Pierre VERSCHUEREN (Univ. de Franche Comté)

Produire des savoirs, produire des scientifiques. Genèse du troisième cycle dans les universités françaises (1945-1968)

Luc SIGALO SANTOS (Aix Marseille Univ.), Vincent LEBROU (Univ. de Franche-Comté)

L'encadrement doctoral a-t-il vraiment changé ? Premiers résultats d'une enquête sur les sciences juridiques en France

Elsa BOULET, Mathilde JULLA-MARCY, Sophie ORANGE (Univ. de Nantes)

La recherche hospitalo-universitaire : vocation, sélection ou désertion ?

Irène ONDARCUHU (Science Po, CNRS)

(Re)définir le laboratoire comme espace de socialisation : l'insertion des doctorant.e.s dans les collectifs de travail en sciences humaines et sociales

16h - 16h20

Clôture et remerciements - Camille Vergnaud (UGA) et Pierre Bataille (UGA)

Le 5e colloque du RESUP est organisé avec le soutien de l'UGA, de la MSH Alpes, du laboratoire Pacte et du LaRAC

Le RESUP (Réseau d'Études sur l'Enseignement Supérieur) a été créé en 2002 pour animer des travaux de sciences sociales sur l'enseignement supérieur et la recherche dans une perspective pluridisciplinaire. Sa vocation est de favoriser la mise en commun de ressources intellectuelles et pratiques permettant aux chercheur.es travaillant sur ces questions de se rencontrer et de confronter leurs résultats, de faire connaître les travaux de la communauté scientifique française et des acteurs politiques et administratifs qui élaborent ou mettent en œuvre des politiques dans ce domaine, mais aussi d'acquérir une meilleure visibilité au niveau international.

Conseil scientifique du RESUP

Présidente : Emmanuelle Picard (Triangle/LLE, ENS de Lyon)

Membres : Jérôme Aust (CSO, CNRS-FNSP), Myriam Baron (Géographie-Cités, UPEC), Julien Barrier (Triangle/LLE, ENS de Lyon), Marianne Blanchard (CERTOP, U. de Toulouse), Vincent Carpentier (Centre for Global Higher Education, UCL Institute of Education), Cécile Crespy (LASSP, Science Po Toulouse), Gabriel Galvez-Behar (IRHIS, U. de Lille), Gaële Goastellec (LACCUS, UNIL), Michel Grossetti (LISST, CNRS), Christelle Lison (U. Sherbrooke), Stephanie Mignot (CSO, UPEC), Christine Musselin (CSO, CNRS), Sophie Orange (Centre nantais de sociologie, U. de Nantes).

Comité d'organisation du colloque à l'UGA pour le RESUP

Pierre Bataille (LaRAC/UGA), Florent Figon (LECA/UGA), Chloé Lecomte (LaRAC/UGA), Camille Vergnaud (PacteUGA), Aline Waltzing (CSO/Adoc Mètis)

Remerciements

Le comité d'organisation tient à remercier l'ensemble de l'équipe de soutien du laboratoire Pacte et de la MSH - Alpes.

